

# Ceta : « Les délais sont faits pour être dépassés »

EUROPE Embarrassé par le « non » wallon, Didier Reynders cherche une issue à la crise

► La Wallonie résiste aux « menaces à peine voilées ».

► Le blocage du Ceta sera examiné par le sommet européen de la fin de la semaine.

## LUXEMBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le Conseil extraordinaire des ministres européens chargés du Commerce qui était convoqué ce mardi matin à Luxembourg aura bel et bien lieu. Mais l'ordre du jour ne sera pas respecté : la conclusion, la signature et l'application provisoire du Ceta, le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, à l'agenda de cette réunion à haute visibilité, ne sera pas possible. En cause : le ministre belge compétent en la matière, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR), ne dispose toujours pas de l'indispensable feu vert des entités fédérées francophones du pays pour apposer sa signature au bas du deal.

Sauf « miracle » (aux yeux des défenseurs de l'accord!) non-

turne, hautement improbable, il faudra donc remettre le travail sur le métier. « *Les délais sont faits pour être dépassés* », grince le ministre, déjà présent à Luxembourg lundi pour une réunion des ministres européens des Affaires étrangères. Didier Reynders pense dès lors que l'af-

faire sera examinée par le sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE, qui se réunissent ces jeudi et vendredi à Bruxelles. Lequel sommet devra être décisif pour « *dire à Monsieur Trudeau (le Premier ministre canadien, ndr) s'il vient ou pas* » à Bruxelles le 27 octobre, date prévue de la conclusion du Ceta entre les deux partenaires.

La Belgique ne peut en effet « *juridiquement et constitutionnellement* » pas signer le Ceta sans l'accord de la Région wallonne, a confirmé lundi à la Chambre le Premier ministre Charles Michel (MR). Le Conseil Commerce de ce mardi permettra dès lors seulement « *d'expliquer où on en est, nous dit Reynders. « Et nous aurons un tour de table pour voir si d'autres dé-*

*légations ont des problèmes* », ajoute-t-il. Selon la Commission européenne, qui négocie les accords commerciaux au nom des Vingt-Huit, ce n'est pas le cas. « *On aura tout fait* », estime encore Reynders.

Dimanche, de « *très longues réunions* » se sont tenues à Bruxelles entre le cabinet du ministre fédéral, celui du ministre-président wallon Paul Magnette

(PS) et celui de la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström. Pour tenter de répondre aux dernières préoccupations des Wallons et notamment conférer davantage de force juridique à la « *Déclaration interprétative* » désormais jointe au traité. La Commission a ensuite fait des propositions, reçues lundi soir par à Paul Magnette. Mais pas question de se

précipiter, a déjà fait savoir ce dernier : « *Nous aurons besoin de plusieurs jours et sans doute d'autres réunions techniques, après celles de ce week-end, avant de nous prononcer. Et c'est le parlement qui aura le dernier mot.* »

## « La situation est grave »

A la tribune du parlement wallon, Paul Magnette a aussi fait

état « *des pressions et même des menaces à peine voilées* » dont la Wallonie fait l'objet depuis le week-end dernier. Vendredi en effet, le parlement wallon a approuvé par une large majorité (seule exception : la MR) une résolution qui confirme celle déjà adoptée le 27 avril dernier : le traité et ses récentes déclarations interprétatives ne rencontrent pas les exigences minimales de la Région. L'attitude wallonne s'est aussi invitée à la Chambre. Lors du débat budgétaire, Patrick Dewael, chef de groupe VLD, a fait part de son inquiétude, évoquant les répercussions sur la croissance économique, condamnant le protectionnisme. Charles Michel n'en fait pas mystère : « *La situation est grave.* » Il reçoit des messages très inquiets en provenance de toute l'Europe. Et à Luxembourg, Reynders souligne « *le risque d'isolement très dangereux à l'intérieur de l'Europe. Et cela va encore augmenter les tensions entre Régions du pays. Il est tout à fait légitime d'avoir une position, mais il faut mesurer les conséquences des gestes que l'on pose.* » ■

PHILIPPE REGNIER (avec E. DEFFET)

## Alep L'UE oppose la « morale » aux bombes

### LUXEMBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Un terrible, et révoltant, sentiment d'impuissance. La grande ville syrienne d'Alep, ultime symbole de la résistance au régime sanglant de Assad, paraît sur le point de tomber sous le joug de Damas et les Européens n'ont pu trouver que des mots, cinglants, pour condamner « *l'escalade catastrophique du conflit* ». Et pointer du doigt les possibles « *crimes de guerre ou crimes contre l'humanité* » commis par le régime (et Daesh). Mais aussi, et même surtout, dénoncer la responsabilité de la Russie, qui appuie sans vergogne les bombardements du régime syrien. L'UE « *réclame d'urgence la fin de tous les vols militaires au-dessus d'Alep, une cessation immédiate des hostilités, la levée du siège et un accès humanitaire durable assuré par toutes les parties* ».

« *Nous n'avons pas imaginé l'utilisation de la force militaire, mais ce que nous voulons*

*utiliser, c'est la force politique, la force morale, et nous nous sommes adressés à la Russie, pour dire aux Russes : "Vous pouvez arrêter ce massacre, a expliqué lundi le ministre français des Affaires étrangères. Vous pouvez avoir notre soutien s'il s'agit de continuer à lutter contre le terrorisme, mais il y a un préalable, c'est l'arrêt des bombardements, et c'est permettre l'accès de l'aide humanitaire* », a dit Jean-Marc Ayrault, à l'issue d'une longue discussion de trois heures avec ses collègues des Vingt-Huit réunis à Luxembourg (le lieu des réunions ministérielles en octobre, avril et juin...), en compagnie de l'envoyé spécial de l'ONU pour le Syrie Staffan de Mistura.

Passés maîtres dans l'art de souffler le chaud et le froid, les Russes ont annoncé, en fin d'après-midi, que les armées russe et syrienne étaient disposées à suspendre leurs bombardements durant huit heures jeudi à Alep. Une « *pause humanitaire* » positive,

mais trop courte pour acheminer l'aide humanitaire indispensable. Damas et son allié russe sont soupçonnés de chercher à créer une « *Syrie utile* », autour de quelques villes libérées de la rébellion, pour ensuite arriver en position de force à la table de négociation.

## « On est à un tournant »

« *Nous n'avons pas beaucoup d'éléments en mains face à la Russie, doit bien reconnaître le ministre belge Didier Reynders. On sent que l'on est à un tournant à Alep. De Mistura nous a dit que ce n'était plus qu'une question de semaines. C'est glaçant.* » L'option militaire n'étant pas davantage envisagée par les Européens que par les Américains, parce que ce serait désormais entrer en confrontation avec la Russie (voire l'Iran), reste la « *pression politique, unanime. Mais on voit les limites de ce que la diplomatie peut faire* », soupire le ministre, à peine rassuré par l'unanimité eu-

ropéenne pour clairement dénoncer les agissements de Moscou, qui « *jouait sur nos divisions* ». Pourtant, si l'UE va dresser des listes de Syriens et « *d'entités soutenant le régime* » jugés coupables de la répression pour leur imposer des sanctions, manifestement, les Européens ne sont pas au diapason, s'agissant de l'option de prendre des sanctions contre le Kremlin. Or, pour prendre des sanctions, il faut l'unanimité. « *Quelques-uns en ont parlé*, indique le Luxembourgeois Asselborn. *Mais cette pression n'apporterait rien à court terme. Ce serait même contre-productif, si on*

*veut un cessez-le-feu* ». L'Allemand Steinmeier s'est dit « *sceptique* ».

Reflète des appréciations divergentes : la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de Sécurité déclarait, dès son arrivée dans la capitale grand-ducale, que l'hypothèse de sanctions contre la Russie n'était « *proposée par aucun Etat membre. Ce n'est pas sur la table aujourd'hui* », coupait court Federica Mogherini. « *Nous étudierons toutes les options*, avait pourtant lancé à son arrivée Jean-Marc Ayrault. *La Russie engagée aux côtés d'Assad*

*dans une logique de destruction. On pense bien sûr à Grozny mais on ne peut pas fermer les yeux* ». Côté britannique, le « *Brexit* » Boris Johnson voulait aussi « *maintenir la pression sur le régime syrien, la Russie et l'Iran* », a-t-il dit, évoquant des sanctions économiques et une pression diplomatique. Le dossier reviendra sur la table des chefs d'Etat ou de gouvernement, qui se réunissent au sommet ces jeudi et vendredi à Bruxelles. Au menu du sommet, notamment, la relation « *globale* » de l'UE avec son grand voisin russe. ■

PHILIPPE REGNIER

## RD CONGO

### Sanctions en préparation...

La menace est claire et nette : les 28 États membres de l'Union européenne vont prendre des sanctions contre le régime du président Kabila. Ces sanctions individuelles viseront « *ceux qui sont responsables de graves violations des droits de l'homme, incitent à la violence ou qui feraient obstacle à une sortie de crise consensuelle, pacifique et respectueuse de l'aspiration des Congolais à élire ses représentants* ». Les Européens se déclarent aussi prêts à « *coordonner leur approche en matière de délivrance de visas diplomatiques ou de service* » - on sait que la Belgique a déjà durci les conditions d'émission de ces passeports. C'est le report sine die de l'élection présidentielle - la « *procrastination du pouvoir* », selon un diplomate européen - qui fâche. Ce scrutin était prévu pour novembre de cette année mais son report à 2018 se précise, négocié avec une frange de l'opposition. Les ministres européens des Affaires étrangères, réunis à Luxembourg, exigent que l'élection se déroule « *dans le délai le plus court possible*

*au cours de l'année 2017* ». L'UE veut aussi que les Congolais se mettent d'accord sur le calendrier électoral d'ici la fin du mandat actuel de Kabila, soit le 19 décembre, sinon l'UE « *reverttera ses relations avec le gouvernement de la RDC* ».

### ... et dialogue sous pression

« *J'espère vraiment que les élections auront lieu en 2017 et qu'un dialogue vraiment inclusif ait lieu, en intégrant des membres de l'opposition qui aujourd'hui ne sont pas à ce dialogue* », a plaidé à Luxembourg Didier Reynders. Les Vingt-huit soulignent que ce dialogue doit rassembler « *toutes les grandes familles politiques et la société civile, dont la Conférence épiscopale du Congo* ». Ce dialogue devrait également, d'ici au 19 décembre, clarifier « *la manière dont se déroulera la période transitoire jusqu'aux élections* ».

Un appel est encore lancé à la libération de tous les prisonniers politiques. « *Il y a des responsabilités individuelles : il faut que tous en soient conscients* », prévient Reynders.

PH. R.